

# **Impact de la loi climat et résilience en faveur des achats socialement responsables**

---



# Programme

---

- Principe de la Loi Climat et Résilience
- Du PNAD 2022-2025 à la Loi C&R
- Rappel sur les considérations sociales
- Evolution du code de la commande publique



**LOI n° 2021-1104 du  
22 août 2021 portant  
lutte contre le  
dérèglement  
climatique et  
renforcement de la  
résilience face à ses  
effets**



**Titre IER : ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE L'ACCORD DE PARIS ET DU PACTE VERT POUR L'EUROPE**

---

# Principe de la Loi Climat et Résilience



## **Atteindre nos objectifs climatiques dans un esprit de justice sociale**

La loi climat et résilience du 22 août 2021 traduit une partie des 146 propositions de la Convention citoyenne pour le climat (CCC). Elle vise à réduire massivement nos émissions de gaz à effet de serre, dans un esprit de justice sociale.

Le texte s'articule autour des cinq thématiques sur lesquelles la Convention citoyenne pour le climat (CCC) a travaillé en 2020 :

- consommer,
- produire et travailler,
- se déplacer,
- se loger,
- se nourrir.

La loi renforce aussi les sanctions en cas d'atteintes au droit de l'environnement.

L'État s'engage, à travers le tout premier article de la loi, à respecter l'objectif européen de baisse d'au moins 55 % des émissions des gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030, conformément à la feuille de route européenne « *Fit for 55* » adoptée en 2021.

**Il est prévu un système d'évaluation permanente des dispositions de la loi relatives à l'évaluation climatique et environnementale.**

Source: [www.ecologie.gouv.fr](http://www.ecologie.gouv.fr)

# Du PNAD 2022-2025 à la Loi Climat et Résilience



- **Objectifs incitatifs**

- **OBJECTIF 1** : d'ici 2025, 100 % des contrats de la commande publique doivent comprendre au moins une considération environnementale.
- **OBJECTIF 2** : d'ici 2025, 30% des contrats de la commande publique doivent comprendre au moins une considération sociale.



- **Objectifs obligatoires**

- Tous les marchés et concessions (hors exceptions) atteignant les seuils européens (devront comprendre des considérations sociales et au moins une considération environnementale)

# Rappel!

---

**Une considération sociale se définit comme la prise en compte de la dimension sociale dans l'acte d'achat.**

- Selon le PNAD, cette dimension sociale doit être entendue au sens large du terme à travers, par exemple, l'insertion des publics éloignés de l'emploi et de personnes en situation de handicap, la lutte contre les discriminations, notamment la promotion de l'égalité femme/ homme, le respect des exigences éthiques (respect des droits de l'homme...) ou équitables, la performance dans la protection ou la formation des salariés, en lien avec la prestation commandée, etc.
- **Clause Sociale d'Insertion**
- **Marché Réservé**
- **Plan de Progrès**
- **Autres considérations sociales**

# Évolution du CCP

---

- Article L2112-2
  - Version en vigueur depuis le 01 avril 2019
  - Les clauses du marché précisent les conditions d'exécution des prestations, qui doivent être liées à son objet. Les conditions d'exécution peuvent prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, à l'environnement, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations.
- Article L2112-2-1
  - A venir - Version du 22 août 2026
  - I.-L'acheteur prévoit des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées, dans ses marchés dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils européens figurant dans un avis annexé au présent code.

# Les marchés concernés

## Les marchés atteignant les seuils européens !

- Le montant d'un marché doit être évalué en prenant en compte l'ensemble des coûts engagés dans une même procédure d'achat (ensemble des lots et périodes de reconduction).

	2026 – 2027
Marchés de fournitures et services (pouvoirs adjudicateurs centraux)	140 000 €
Marchés de fournitures et de services (autres pouvoirs adjudicateurs, dont les collectivités territoriales)	216 000 €
Marchés de fournitures et de services (entités adjudicatrices, marchés de défenses et de sécuritié)	432 000 €
Marchés de travaux et contrats de concessions	5 404 000 €



# Les exceptions!

---

II.-L'acheteur peut décider de ne pas prévoir de conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans l'un des cas suivants :

- 1° Le besoin peut être satisfait par une solution immédiatement disponible ;
- 2° Une telle prise en compte n'est pas susceptible de présenter un lien suffisant avec l'objet du marché ;
- 3° Une telle prise en compte est de nature à restreindre la concurrence ou à rendre techniquement ou économiquement difficile l'exécution de la prestation ;
- 4° Lorsqu'il s'agit d'un marché de travaux d'une durée inférieure à six mois.

III.-Lorsque, pour les marchés mentionnés au I, l'acheteur ne prévoit pas de conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, il en indique les motifs dans les documents conservés en application de l'article L. 2184-1 lorsqu'il agit en tant que pouvoir adjudicateur ou par tout moyen approprié lorsqu'il agit en tant qu'entité adjudicatrice.

# Illustrations

---

**1° Le besoin peut être satisfait par une solution immédiatement disponible ;**

Exemple: bon de commande ou marché subséquent sous couvert d'un accord-cadre existant qui comprendrait ou pas une considération sociale.

**2° Une telle prise en compte n'est pas susceptible de présenter un lien suffisant avec l'objet du marché ;**

Exemple: marché de prévoyance ou d'assurance

**3° Une telle prise en compte est de nature à restreindre la concurrence ou à rendre techniquement ou économiquement difficile l'exécution de la prestation ;**

Exemple: Si la considération sociale peut exclure certaines entreprises (TPE, artisan, ...), comme pour certaines prestations intellectuelles, ...

**4° Lorsqu'il s'agit d'un marché de travaux d'une durée inférieure à six mois.**

# Merci

---

Hugo Vandamme

Coordinateur Régional Clause Sociale

Hauts-de-France

[hvandamme@lamelt.fr](mailto:hvandamme@lamelt.fr)

06 33 33 22 40